

MONDE

Libération des otages au Niger. 19 personnes libérées, parmi lesquelles figurent 2 Français, 2 Américains, 2 Indonésiens et 1 Canadien grâce à l'intervention de l'armée nigérienne. Ils avaient été enlevés début novembre sur une plate-forme pétrolière de la société Afren dans le delta du Niger, riche en gisements d'hydrocarbures. On parlait jusqu'alors d'une rançon d'un montant de 100.000 euros. Réaction de Michèle ALLIOT-MARIE, nouveau Ministre des Affaires étrangères et européennes : « *Cet heureux dénouement ne nous fait pas oublier le sort des autres Français toujours retenus en otage et pour la libération desquels le gouvernement est plus que jamais mobilisé.* »

Les autres otages. Le nouveau ministre de la Défense, Alain JUPPE, a déclaré à l'Assemblée que sa « *première priorité a été le sort* » des dix otages français détenus dans le monde, soulignant que « *leurs situations sont très contrastées* ». Il a indiqué qu'il y avait « *toutes les raisons de penser* » que les otages retenus au Mali sont tous vivants et en bonne santé. En ce qui concerne les deux journalistes de France 3 détenus en Afghanistan, les contacts sont maintenus. Le ministre a par ailleurs déclaré qu'il se rendrait « *dans les semaines qui viennent* » en Afghanistan. Le Ministre de la Défense n'a pas donné de renseignements sur le sort de Gilad SHALIT.

Otan. La sortie d'Afghanistan ? Avant 2014, l'Alliance atlantique devrait transmettre la responsabilité des opérations de forces de sécurité locales à l'Afghanistan. Réunis en sommet à Lisbonne, les dirigeants des 28 pays européens devraient se mettre d'accord sur ce plan. Cette décision devra être entérinée par les 20 autres membres participants à l'IFAD. Le Japon et le Président KARZAI sont aussi à Lisbonne. Les premiers retraits devraient intervenir dès 2011. 650 soldats étrangers sont morts en Afghanistan. Autre point décisif, le « *nouveau concept stratégique* ». Un document qui servira de guide de défense dans un monde multipolaire aux dangers multiformes pour les 10 prochaines années. Il s'agit aussi de relancer la coopération avec Moscou mais les alliés devraient admettre le principe de créer leur propre système antimissile pour « *protéger territoires et population européens* ».

Le G20 à la française... La prochaine réunion des ministres des Finances des pays membres du G20, qui sera la première sous présidence française, aura lieu les 18 et 19 février à Bercy. Leur réunion sera précédée d'une rencontre préparatoire présidée par leurs représentants. Le directeur général du FMI, Dominique STRAUSS-KAHN, a salué le programme « *ambitieux* » de la France, affirmant avoir « *bon espoir* » de renforcer la stabilité de l'économie mondiale. Déclarations à la presse à l'issue d'une rencontre avec Nicolas SARKOZY à l'Élysée.

L'Union encore bloquée. Le sommet de l'Union pour la Méditerranée, prévu le 21 novembre à Barcelone, a été une nouvelle fois reporté en raison du « *blocage* » du processus de paix au Proche-Orient. Annonce du gouvernement espagnol. L'Égypte, la France et l'Espagne appellent « *à une reprise rapide des négociations entre Israéliens et Palestiniens* », afin que ce sommet puisse être organisé à Barcelone « *dans les prochains mois* ».

EUROPE

Icare aux enchères. De la rigueur dans l'austérité. La Grèce va vendre quatre appareils Airbus A340. Déclaration du ministre des Finances dans le cadre du budget d'austérité pour 2011. Autres biens publics en vente : les participations dans des entreprises d'État dans les secteurs de la défense, ferroviaire et minier... La concession d'exploitation de l'aéroport international d'Athènes sera également renouvelée l'année prochaine. La Grèce s'est engagée à prendre de nouvelles mesures et de ramener le déficit à 7,4 % de son PIB l'an prochain pour satisfaire aux modalités de l'aide internationale. Le Parti au pouvoir a, malgré les réformes d'austérité, remporté d'une courte tête le second tour du scrutin régional et municipal.

Le FMI et l'UE auscultent les finances de l'Irlande. Des experts du FMI et de l'UE vont tenter de convaincre l'Irlande d'accepter un plan de sauvetage international de ses banques. L'endettement astronomique de ces dernières menace l'équilibre de la zone euro. Le gouverneur de la Banque

centrale d'Irlande s'attend à ce que les discussions entre l'Irlande et ses partenaires européens débouchent sur la mise à disposition d'un prêt de plusieurs dizaines de milliards d'euros.

Italie : BERLUSCONI bientôt FINI ? Le sort du gouvernement de centre-droit de Silvio BERLUSCONI, ébranlé par sa rupture avec son ex-allié Gianfranco FINI, sera scellé le 14 décembre par deux votes au Parlement. Quatre membres du gouvernement de Silvio BERLUSCONI, proches de FINI, ont démissionné en début de semaine.

MERKEL, Présidente. La chancelière allemande Angela MERKEL a été réélue présidente de son parti conservateur Union chrétienne-démocrate (CDU) avec 90,4 % des suffrages. En 2008, elle avait recueilli 94,83 % des voix. Elle était la seule candidate à ce scrutin.

Vers une réforme de la PAC. La Commission européenne a lancé le débat institutionnel sur l'avenir de la politique agricole commune, en publiant la communication dans laquelle elle présente ses orientations pour la réforme. Le projet de texte, préparé par les services du commissaire à l'agriculture, Dacian CIOLOS, envisage trois approches possibles, mais sans évoquer la question financière. La PAC représente aujourd'hui encore 40 % du budget de l'UE (59,8 milliards d'euros en 2009) et plusieurs pays, le Royaume-Uni en tête, entendent batailler pour réviser à la baisse sa part dans le futur cadre financier pluriannuel de l'UE pour l'après 2013.

Budget 2011 de l'UE : ultime tentative de conciliation. Faute de quoi une série de chantiers-clé, comme son tout nouveau Service diplomatique ou la supervision des marchés financiers, risquent de se voir couper les ailes. Une ultime tentative de conciliation entre le Parlement européen et les 27 Etats a été retardée en raison de tractations entre gouvernements européens.

AFRIQUE – AMÉRIQUE – ASIE

Tentative de putsch à Madagascar. Un groupe d'officiers a affirmé avoir renversé le régime d'Andry RAJOELINA à Madagascar, dans une déclaration « *restée cependant sans effet apparent* » dans la capitale Antananarivo. Le gouvernement malgache a minimisé cette déclaration, faite le jour même de la tenue d'un référendum sur une nouvelle Constitution voulu par le régime en place.

Etat d'urgence en Guinée. Le président de la transition, le général Sékouba KONATE, a décrété « *l'état d'urgence* », « *sur l'étendue du territoire* », jusqu'à la proclamation des résultats définitifs. Cette décision fait suite aux violences politico-ethniques liées à la proclamation des résultats provisoires du 2nd tour de la présidentielle, remporté par l'opposant historique Alpha CONDE avec 52,5 % des voix, face à l'ancien Premier ministre Cellou Dalein DIALLO (47,5 %).

Irak : le non capital. Le président irakien Jalal TALABANI s'oppose à l'application de la condamnation à mort prononcée par la Haute Cour pénale irakienne à l'encontre de l'ancien vice-premier ministre de Saddam HUSSEIN. « *Non, je ne signerai pas un ordre de ce genre parce que je suis socialiste. Je compatis avec Tarek AZIZ, car c'est un chrétien irakien ; et c'est en outre une personne âgée qui a plus de 70 ans. C'est pourquoi je ne signerai pas cet ordre d'exécution* ».

Le choléra s'étend. Après avoir fait plus d'un millier de morts en Haïti, il a atteint mardi la République dominicaine. Le président haïtien, René PREVAL, a lancé un appel au calme après des affrontements entre la population et des casques bleus.

Dites « 33 ». Un groupe de femmes est retranchée au fond d'une mine désaffectée du Chili, menaçant d'une grève de la faim sous terre, pour défendre l'emploi dans les zones sinistrées par le séisme et le tsunami de février. Elles sont 33, en espérant que la référence aux 33 mineurs de San José restés bloqués à 600 m sous terre pendant deux mois leur vaudra la même attention...

112^{ème} Congrès des Etats-Unis. Le républicain John BOEHNER sera le président de la Chambre des représentants. Son n°2, Eric CANTOR, a été désigné comme futur chef de la majorité. Nancy PELOSI a été élue chef de la minorité démocrate après la victoire des conservateurs aux législatives du 2 novembre.

POLITIQUE INTÉRIEURE

En direct de l'Élysée. Devant 12 millions et demi de téléspectateurs, le Président de la République s'est expliqué sur le remaniement en réaffirmant sa « *grande confiance* » à François FILLON, le « *meilleur Premier ministre de la France* ». Le gouvernement FILLON durera jusqu'à la fin du quinquennat, « *sauf imprévu* ». Selon le Président, ce n'est pas un gouvernement partisan, mais un « *gouvernement resserré* ».

Les thèmes évoqués. L'immigration : Nicolas SARKOZY ne renonce pas à lutter fermement contre l'immigration clandestine. **Pour un islam de France :** « *Nous voulons un islam de France et non un islam en France* ». Revenant sur l'interdiction en France du voile islamique intégral. « *Nous ne voulons pas de femmes enfermées derrière une prison, fût-elle de textile* », a dit-il. **Nicolas SARKOZY et le Front national :** Le président a exclu toute alliance. **La réforme des retraites :** Les syndicats ont été responsables mais « *ça n'a pas été une bonne idée pour certains partis politiques d'appeler les lycéens à manifester* ». « **La mauvaise humeur des gens** » : Le président a jugé normal de la subir : « *Quand on est président, on doit faire son devoir* », a-t-il ajouté. « *La question pour moi dans l'affaire des retraites n'était pas question de la popularité, ce n'était pas la question de préparer 2012 ou pas* ». **Eric WOERTH a jugé plus facile de quitter le gouvernement** pour se défendre dans l'affaire BETTENCOURT.

Les annonces. Une réforme de la dépendance pour 2012. Nicolas SARKOZY a annoncé un système d'assurance-dépendance pour les personnes âgées. **Création d'un impôt sur le patrimoine.** Réformer le système fiscal de manière à taxer les revenus et plus-values du patrimoine. Cette réforme fiscale, supposera la suppression du bouclier fiscal, de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) et la création d'un impôt sur le revenu du patrimoine.

L'international. Pour un nouveau système monétaire international contre la « *pagaille* ». Nicolas SARKOZY entend saisir l'occasion de la présidence française du G20. **Taxe sur les transactions :** « *La France doit montrer l'exemple* » pour financer le développement de l'Afrique.

Les otages du Niger. Le Président est « *inquiet* » pour les sept otages, dont cinq Français, enlevés en septembre au Niger et détenus au Mali par Aqmi : « *Ma recommandation formelle est de dire à nos compatriotes : n'allez pas dans cette région, les conditions de la sécurité ne sont pas réunies* ».

Sa candidature pour la présidentielle de 2012. Le Président a déclaré qu'il prendrait à l'automne 2011 la décision de se présenter ou non pour un second mandat de cinq ans à l'Élysée.

L'UMP nouvelle est arrivée. « *L'union sacrée* » en vue de la présidentielle 2012. Mot d'ordre de Jean-François Copé, élu par acclamation secrétaire général de l'UMP lors de la réunion du Bureau politique du mouvement. « *Nous allons veiller à ce que notre mouvement politique fasse vivre toutes les sensibilités de l'UMP* ». Et pour donner le ton, il s'est entouré de deux secrétaires généraux adjoints issus du précédent gouvernement, le centriste Marc Philippe DAUBRESSE et le libéral Hervé NOVELLI. « *Nous pensons que les idées ne peuvent pas venir d'une seule structure* », a précisé Jean-François COPE. « *On va essayer d'ouvrir les portes et les fenêtres parce que la période le commande.* » Après le remaniement, centristes et libéraux ont critiqué un gouvernement faisant la part belle aux anciens RPR, la composante majoritaire de l'UMP, ce qui a amené BORLOO et ses amis à annoncer qu'ils reprenaient leur liberté de parole.

Les commentaires. Pour le secrétaire général sortant Xavier BERTRAND « *L'unité de l'UMP, c'est un capital à préserver* ». Pour Jean-Pierre RAFFARIN : « *Je pense que pour le parti, on a franchi une étape positive aujourd'hui. Ce qui a été fait là est une bonne démarche. Ce n'était pas idéal, la composition du gouvernement* ». Commentant avec une certaine ironie, Gérard LONGUET a déclaré quant à lui : « *Jean-François est très libéral de conviction, pas d'étiquette, et Marc-Philippe ouvre les yeux sur la nécessité du libéralisme. Donc nous, on gagne les idées pas les hommes.* »

Présidence du Groupe UMP à l'Assemblée nationale : les candidats. Christian JACOB, député de Seine-et-Marne, Jean LEONETTI, député des Alpes-Maritimes, 1^{er} vice-président du groupe, Hervé GAYMARD, député et président du conseil général de la Savoie, et enfin Nicolas FORISSIER, député de l'Indre, issu de DL. Axel PONIATOWSKI, député du Val-d'Oise, président de la commission des Affaires étrangères, issu de DL, avait annoncé sa candidature, avant d'y renoncer. Election pour remplacer M. COPE le 23 novembre. Le groupe UMP (un peu plus de 300 membres) compte quelque 200 députés issus du RPR.

Plan B comme BORLOO. L'ancien n°2 du gouvernement a été désigné « *animateur de la coordination politique des centres* » au cours d'une réunion qui comptait quelque 50 participants, parmi lesquels les UMP Jean-Pierre RAFFARIN, Pierre MEHAIGNERIE et Marc-Philippe DAUBRESSE ainsi que les radicaux Laurent HENART et Serge LEPELTIER. Le président du Parti radical soumettra « *l'option* » d'une rupture avec l'UMP à ses troupes lors du bureau politique. Toutefois la réponse est courue d'avance : déjà investis par l'UMP pour les cantonales de 2011 ou en attente de leur investiture pour les sénatoriales et législatives prochaines, les élus radicaux « *dans leur majorité ne veulent pas en entendre parler* ».

Réactions après le remaniement ministériel... Les moins : L'ancien Premier ministre Dominique de VILLEPIN a estimé que la « principale leçon » à tirer était une absence de « vision politique ». Le député PS Claude BARTOLONE a dit y voir un « accord entre l'UMP et le RPR » qui ne permettra pas de « sursaut dans l'opinion publique ». Pour l'ex-premier secrétaire du PS François HOLLANDE, « ce qui est très frappant, c'est que ce remaniement qui a été annoncé comme celui du changement autour de Nicolas SARKOZY devient celui de la continuité autour de François FILLON ».

Un plus... Michèle ALLIOT-MARIE a exprimé sa « grande joie » après la nomination au gouvernement de son compagnon Patrick OLLIER, ministre chargé des Relations avec le Parlement. « J'ai le sentiment d'avoir été très injuste à l'égard de Patrick OLLIER dans la mesure où pendant plus de dix ans maintenant, le fait que nous vivions ensemble l'a privé d'avoir la carrière à laquelle ses compétences, son sens des relations le destinaient tout naturellement », a-t-elle ajouté.

Le Gouvernement à la diète. Le Premier ministre a révisé partiellement la consigne limitant le nombre de collaborateurs des cabinets ministériels. Les ministres de plein exercice conservent leurs 20 conseillers, les ministres rattachés à un autre ministère devront faire avec 12 conseillers maximum, contre 20 jusqu'alors, et les secrétaires d'Etat pourront désormais en compter six au lieu de 5. Le nouveau gouvernement compte 30 membres (15 ministres, 7 ministres rattachés et 8 secrétaires d'Etat) contre 37 auparavant (17 ministres, 3 ministres rattachés, 17 secrétaires d'Etat).

Le PS en toute sécurité. La Première secrétaire, Martine AUBRY, a détaillé longuement la nouvelle doctrine du parti en matière de sécurité. Face au « fiasco » de la politique sécuritaire menée depuis 2007, pour qui « la sécurité n'a jamais été qu'un cheval de bataille électoral », Mme AUBRY prône « une politique du résultat plutôt que du coup d'éclat ». Et de décliner les principales propositions du Pacte, notamment la création de « zones de sécurité prioritaire », le déploiement d'une « police des quartiers » ou encore la création de « centres de placement immédiat » pour les mineurs délinquants et de « centres de discipline et de réinsertion destinés aux jeunes délinquants multirécidivistes ».

Remaniement au PS ? Certains, au sein du Parti socialiste, plaident en faveur d'une accélération du calendrier des primaires. Ségolène ROYAL a exhorté les socialistes à « se mettre maintenant en ordre de marche ». Elle a évoqué « la mise en place de la commission nationale qui va superviser le processus, la cartographie des bureaux de vote et du comité éthique ». De son côté, François HOLLANDE a plaidé pour un « remaniement du PS », « tout autre que celui du pouvoir, c'est-à-dire une organisation, un calendrier, des objectifs permettant d'être prêts en 2012 à diriger la France, différemment d'aujourd'hui ».

Les contres : « La panique à droite ne doit pas se traduire chez nous par de la fébrilité », a dit le porte-parole Benoît HAMON. « Il faut rester serein, nous avons un calendrier », « voté par tout le monde », a-t-il rappelé. Interrogé sur le moment où il annoncera son éventuelle candidature à la primaire socialiste, Dominique STRAUSS-KAHN a répondu : « Il faut voir les choses simplement. Le PS a prévu des procédures. A un moment, il ouvrira les candidatures. A ce moment, tout ceux qui auront envie d'être candidat le diront, et ceux qui n'ont pas envie d'être candidat le diront aussi ».

Sondage. 51 % des Français souhaitent une victoire de la gauche à la prochaine présidentielle de 2012, moins qu'en septembre où ils étaient 56 %, selon Ifop pour Paris Match, réalisé à la veille du remaniement ministériel.

PARLEMENT

Assemblée nationale

Budget adopté. Par 169 voix contre 68. Les groupes UMP et du Nouveau centre (NC) ont voté pour. Les groupes de l'opposition de gauche ont voté contre ce projet de budget présenté par Christine LAGARDE, ministre de l'Economie, et François BAROIN, ministre du Budget. Le déficit du budget de l'Etat, fixé à 91,993 milliards d'euros dans la version initiale, s'établit à 91,620 milliards d'euros. Le Sénat examine le budget depuis ce jeudi.

Les collectivités territoriales réformées. Ultime vote des députés sur le texte issu de la CMP. 258 députés ont voté pour ce texte controversé, 219 ont voté contre. La réforme crée le conseiller territorial, nouvelle catégorie d'élu siégeant à la fois au conseil général et au conseil régional. Au total, 3.496 conseillers territoriaux devraient remplacer les 4.037 conseillers généraux et 1.880 conseillers régionaux actuels à l'issue des élections du printemps 2014. Le texte renvoie par ailleurs au 1^{er} janvier 2015 la redéfinition des compétences entre les départements et les régions.

Sénat

Les premiers seront les derniers. L'ancien secrétaire d'Etat à la Justice, Jean-Marie BOCKEL, a annoncé son intention de récupérer son siège de sénateur du Haut-Rhin qu'il avait cédé en juillet 2007 à Jacques MULLER, maire (Verts) de Wattwiller, en raison de son entrée au gouvernement. Toutefois, il n'a « *pas encore pris de décision* » quant à son affiliation politique au Sénat.

Le Sénat mobile. Le site Internet en version mobile, accessible à l'adresse « m.senat.fr ».

ÉCONOMIE - DÉFENSE

Rolls-Royce ne décolle plus. Le motoriste britannique va devoir peut-être remplacer « jusqu'à » 40 moteurs sur la flotte des A380 exploités par trois compagnies aériennes, après la grave avarie survenue en plein vol début novembre. Un des appareils de la flotte d'A380 de Qantas avait été contraint de se poser en urgence à Singapour le 4 novembre à la suite de la désintégration en vol d'un de ses moteurs. Rolls-Royce n'équipe pas les avions d'Air-France.

Levée de fonds record pour une introduction en bourse. Aux Etats-Unis, 20,1 milliards de dollars pour General Motors, un an et demi après sa faillite. La levée de fonds pourrait passer à 23,1 milliards de dollars et battre le record mondial, détenu par les Chinois.

FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER & AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Les nominations diplomatiques... **Hervé LADSOUS**, ambassadeur à Pékin, ancien porte-parole du Quai, se voit confier la direction du cabinet de Michèle ALLIOT-MARIE, Ministre d'Etat, Ministre des Affaires étrangères et européennes. **Gérard MENARD**, ancien consul à Ouagadougou, se voit confier la sous-direction de l'administration des Français au service des Français à l'étranger à la DFAE.

La France UNITAID. Elle va verser 110 millions d'euros par an jusqu'en 2013 au budget de la fondation Unitaid. Rappelons que l'ancien ministre Philippe DOUSTE-BLAZY, secrétaire général adjoint de l'ONU, vient d'être reconduit à la présidence du conseil d'administration d'UNITAID.

SANTÉ – SOCIÉTÉ

La philosophie n'attend pas le nombre des années. A partir de la rentrée 2011 l'enseignement de la philosophie sera expérimenté en France dès la classe de seconde. Annonce du ministre de l'Education nationale, Luc CHATEL.

CULTURE – NOUVELLES TECHNOLOGIES

Qui veut acheter « Les Trois Grâces » ? Idée inédite du Louvre : faire appel au mécénat individuel pour acquérir le chef-d'œuvre du peintre allemand Lucas Cranach l'Ancien. Il ne reste que 74 jours au musée pour réunir 1 million d'euros sur les 4 millions que réclame son actuel propriétaire. Les amateurs d'art peuvent participer à cette acquisition en effectuant leurs dons sur le site Internet créé pour l'occasion. Ils bénéficieront d'une visite privée...

Oscar d'honneur pour Jean-Luc GODARD. Hollywood a salué l'homme qui « *a changé la façon de faire du cinéma* ». Il était absent à la cérémonie.

CARNET

Sports

Les Bleus le sont de moins en moins. L'équipe nationale de Laurent BLANC a franchi une nouvelle étape dans leur reconstruction en s'imposant avec conviction face à l'Angleterre à Wembley (2-1). Il est vrai que les Bleus se retrouvaient pour ce match amical Face à une équipe d'Angleterre en manque d'inspiration et privée de ses principaux cadres.

Nominations

Laurent STEFANINI, secrétaire général de la présidence française du G20 et G8.

Maxime LEFEBVRE, directeur des relations internationales de l'ENA.

Jean-Paul DELEVOYE, élu président du Conseil économique, social et environnemental.

INFOS Hebdo. Copyright : Robert del PICCHIA. **Editeur :** le sénateur Robert del PICCHIA, avec Olivia RICHARD et Laurence de SAINT SERNIN. **Clause de non responsabilité :** l'Editeur s'efforce de diffuser des informations équilibrées, exactes et à jour mais sans garantie. Les informations contenues dans INFOS Hebdo ne sont données qu'à titre indicatif. La responsabilité ne peut être engagée sur la seule base des informations dispensées dans cette publication. **Tel :** +33 1 42 34 26 87. **Fax :** +33 1 42 34 42 08. **Mail :** r.delpicchia@senat.fr